



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

MAITRE D'OUVRAGE

Commune de Condé-Folie
5 place du 8 mai 1945
80890 CONDE-FOLIE

mairiecondefolie@wanadoo.fr

Dossier à déposer en mairie sous pli fermé

Construction d'un abri couvert au stade municipal

Procédure à seuil dérogatoire Décret n° 2022-1683

Visite obligatoire pour tous les lots voir §1-6

Remise des offres le 27 décembre 2024 à 17h00



HCR TRAVAUX
104 rue de la Marettte
80260 FLESSELLES

Indice	Dossier n°	Date	Modifications ou étapes
V1.0	1D22058	Octobre 2024	DCE : Première édition

1D22058 – Octobre 2024 – DCE V1.0

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS

ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 6 – ANALYSE DES OFFRES ET NÉGOCIATIONS

ARTICLE 7 – CONDITIONS D’ENVOI DES OFFRES

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

ARTICLE 1 : OBJET ET ENTENDUE DE LA CONSULTATION

- Acheteur

Commune de Condé-Folie

5 Place du 8 mai 1945
80890 CONDE-FOLIE

Correspondant : Monsieur DANTEN Didier (Maire)
Profil acheteur : dossiers à déposer en mairie sous pli fermé

- Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux liés à la construction d'un abri couvert au stade municipal

- Procédure de passation

Le présent marché est passé par la procédure à seuil dérogatoire selon le décret n° 2022-1683.

- Décomposition de la consultation

Le marché est décomposé en 6 lots suivants :

01	Terrassement / Gros-œuvre /Façade / VRD
02	Couverture/poteau-poutre/ossature bois
03	Menuiserie Extérieures
04	Plâtrerie et menuiserie intérieure
05	Électricité – courants forts/faibles
06	Plomberie – Chauffage – Ventilation

Les travaux de faïencerie et de peinture seront réalisés en régie par la commune.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots **avec un acte d'engagement spécifique à chaque lot.**

- Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, si besoin afin de répondre aux qualifications demandées. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous- traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, ainsi que les assurances adaptées. Nous rappelons que l'entreprise titulaire qui souhaite sous-traiter doit être assurée pour la partie sous-traitée. La sous-traitance totale est interdite.

La forme du groupement imposé par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

- Visite sur site :

La visite est obligatoire pour tous les lots – prendre rendez-vous auprès du secrétariat de mairie (03 22 31 91 51)

Merci de faire signer l'attestation de visite et de la joindre votre offre.

- Nomenclature communautaire

Classification CPV	
45000000-7	Travaux de construction
45454000-4	Travaux de restructuration

- Tranches fermes et optionnelles :

Sans objet

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés. Sa durée est de **11 mois** compris préparation, congés payés et intempéries, réception et levée des réserves à compter de la date d'émission de l'ordre de service de préparation de chantier. Le calendrier d'exécution sera planifié par le maître d'œuvre, et sera exécutoire à compter de la date d'émission de l'ordre de service d'exécution des travaux.

Le MOA attire l'attention des entreprises sur l'obligation de livrer le bâtiment pour avril 2026

- Variantes et options

Sans objet

- PSE supplémentaires / PSE Facultative

Sans objet

- Validité des offres

Le délai minimum de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

- Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : fonds propres, emprunts et subventions. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

- Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution

- Modification de détail.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

ARTICLE 3: LES INTERVENANTS

- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est :

HCR TRAVAUX
104 rue de la Marette
80260 FLESSELLES

- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier OPC

La mission OPC est réalisée par HCR Travaux

- Contrôle technique

SOCOTEC

Correspondant : modou.faye@socotec.com

Missions:

- Missions de contrôle technique - périmètre bâtiment ERP et VRD
 - IP -LE - SEI-HAND- Pha-Th- VIE
 - Assistance à la rédaction des notices accessibilité et sécurité
 - Attestation HAND et Thermique
 - Présence à la commission sécurité
 - Consuel
-
- Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Niveau 2

SOCOTEC

Correspondant : marjorie.martin@socotec.com

- Etude de sol Mission G2AVP et G2PRO

FONDASOL

jean-baptiste.deliege@groupefondasol.com

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

– Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

Pièces écrites :

PE 00	Nomenclature générale
PE 01	AAPC
PE 02	Acte d'engagement
PE 03	Règlement de consultation
PE 04	Cahier des Clauses Administratives Particulières
PE 05	CCTP
PE 06	DPGF (format xls)
PE 07	DT
PE 08	Étude de sol
PE 09	Permis de construire
PE 10	Autres documents (Attestations, DC1, DC2 et DC4)

À la date de la publication du présent document les études thermiques, le RICT – SOCOTEC et le PGC – SOCOTEC ne sont pas encore disponibles

Pièces Graphiques :

PG 00	PIC
PG 01	PLANS DU PERMIS DE CONSTRUIRE (NIVEAUX, COUPES, FAÇADES)
PG 02	PLAN ÉLECTRICITÉ ETAT PROJETÉ
PG 03	PLAN PLOMBERIE ETAT PROJETÉ
PG 04	PLAN SORTIES TOITURES ETAT PROJETÉ
PG 05	PLANS AMÉNAGEMENTS DE SECURITE
PG 06	PLANS AMÉNAGEMENTS PMR

ATTENTION : L'Attestation de visite est obligatoire pour tous les lots

– Dossier de consultation

Les soumissionnaires peuvent télécharger les documents du dossier de consultation sur le site web de la mairie www.conde-folie.fr ou les retirer auprès du secrétariat de mairie. Ils doivent disposer des logiciels nécessaires pour lire les fichiers compressés au format .zip. Lors du téléchargement, ils doivent renseigner le nom de leur organisme, celui de la personne téléchargeant les documents et une adresse e-mail pour une correspondance électronique fiable. Ils doivent s'assurer de consulter régulièrement leur boîte email pour obtenir les dernières informations et modifications éventuelles. Aucune réclamation ne sera acceptée en cas d'erreur dans les adresses emails fournies ou en cas de non-identification lors du téléchargement.

Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement leur boîte email afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES OFFRES

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. L'unité monétaire est l'euro (€) et que les données numériques seront exprimées selon les unités du système métrique international.

– Dossier administratif

Vous devez remettre un fichier par document

DC 1 (pièce jointe au DCE)

Justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (Pouvoir, statuts, extrait kbis ...) ;

DC 2 (pièce jointe au DCE)

L'attestation sur l'honneur (pièce jointe au DCE).

Certificats de qualifications professionnelles

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen et peut s'appuyer sur des documents justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (sous-traitance) – fournir le DC4 (pièce jointe au DCE)

QUALIFICATIONS EXIGÉES	
Lot 01	Qualibat 2111
Lot 06	Qualifelec LCPT ET QualiPV
Lot 07	Qualibat 2312

- A) Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature**
- B) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (DC2)** Le candidat fournira les CV du personnel d'encadrement et technique
- C) Une liste de références d'équipements équivalents sur les 5 dernières années, déterminées au regard des Références et compétences comparables au projet similaire.** Conformément à l'article 3 de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. (Projet datés et chiffrés avec coordonnées des maîtres d'ouvrages)
- D) Si le candidat est en redressement judiciaire,** la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet
- E) Attestations d'assurances** en cours de validité pour les risques professionnels liés à l'exécution de la prestation – responsabilité civile et décennale

Les candidats pourront utiliser le DUME à rédiger en langue française. Les formulaires DC sont téléchargeables sur le site suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur prévoit que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Capacités des autres opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature :

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, l'opérateur économique devra joindre les mêmes documents que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur, hormis le DC1 pour le cotraitant et les pièces fiscales et sociales pour le sous-traitant.

REMISE DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES ET DE DÉCLARATION DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ DE L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE RETENU

Le marché ne peut être attribué à l'opérateur économique retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation ainsi que la déclaration de lutte contre le travail dissimulé (DC6), dans un délai de 8 jour ouvrable, à compter de la réception de la demande de l'établissement formulée par courrier, télécopie ou e-mail. Sans réponse de sa part dans le délai imparti, son offre ne sera pas retenue.

S'il le souhaite, le candidat est invité à joindre ces pièces aux documents obligatoires au stade de la candidature.

L'opérateur économique, titulaire du marché, s'engage pendant la durée de celui-ci à fournir l'attestation sur l'honneur d'emploi régulier des salariés

– Contenu du dossier offre

1. Acte d'engagement daté avec son annexe DC4 si besoin
2. Cadres DPGF signé **sous format XLS** et PDF
3. Mémoire technique
4. Attestation de visite pour tous les lots dûment complétée et signée

La non remise de cette attestation dans votre offre datée et signée rendra votre offre irrecevable

ARTICLE 6 : ANALYSE DES OFFRES ET NÉGOCIATIONS

– Analyse des offres

Le maître de l'ouvrage choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection suivants :

CRITÈRES	PONDÉRATION
Prix	60 %
Valeur technique de l'offre	40 %

En cas d'égalité parfaite entre 2 candidats le critère prix sera prépondérant

Les points seront attribués de la façon suivante :

A - sur le critère « Prix » jugement sur un total de 100 points pondéré à 60%

Ce critère fait l'objet des sous pondérations suivantes :

70 points sont attribués à la valeur financière de l'offre, telle que mentionnée dans l'acte d'engagement.

L'entreprise la moins-disant obtient le nombre de points maximum, c'est-à-dire 70 points sous réserve de prix anormalement bas.

Les autres entreprises reçoivent des points au prorata de l'écart de prix entre leur offre et l'offre la moins distante selon la formule suivante :

$$N = 70 \times \frac{\text{Montant de l'offre la moins-disant}}{\text{Montant de l'offre considérée}}$$

10 points sont attribués pour le respect du cadre D.P.G.F, ce sous critère sera jugé au vu de la complétude et du respect des lignes de la D.P.G.F,

20 points sur la qualité de l'étude de prix jugée au vu de la cohérence entre les prix et les quantités

Note « prix » = somme des points attribués pour chacun des sous critères x 60%

B - sur le critère « Valeur Technique jugement sur un total de 100 points décomposé comme suit et pondéré à 40%

Le total correspondra à la somme de ces notes et un classement sera établi en fonction de la note la plus élevée à la moins élevée déterminant l'entreprise qui aura fourni le mémoire technique le plus complet.

Devront figurer dans le mémoire technique :

- Méthode et organisation du chantier – 30 points

L'entreprise doit définir :

- Ses principes d'autocontrôles, sa démarche qualité
- Son mode de fonctionnement avec les partenaires de l'acte de construire (bureau de contrôle, CSPS, BE, OPC ...) et les autres entreprises du chantier

- Description des moyens humains et matériels affectés au chantier – 30 points

- Compétences de l'équipe et notamment du responsable de chantier fournir les CV et matériels affectés au chantier

- Sécurité et hygiène sur le chantier sur le chantier – 20 points

L'entreprise doit définir :

- Les mesures prises dans son organisation de chantier pour sécuriser les postes de travail
- Les mesures prises pour la gestion des déchets dans le respect de l'environnement

- Délais d'exécution – 20 points

- L'entreprise doit détailler par tâches ses travaux afin de confirmer le planning DCE. La cohérence de ce planning détaillé, en adéquation avec les moyens techniques identifiés par le candidat, ainsi que toutes garanties énoncées pour respecter ces délais, sont un élément essentiel pour le projet.

Offres anormalement basses :

Conformément aux articles L.2152-5, L2152 et R.2152-3 à 5 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse au pouvoir adjudicateur, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'administration pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts des marchés subséquents.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, le pouvoir adjudicateur pourra le rejeter.

Le pouvoir adjudicateur se réserve formellement le droit de **ne pas donner suite aux offres incomplètes et à la consultation de manière générale.**

- Négociations

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec au maximum les 3 premiers candidats de chaque lot selon les critères du présent règlement de consultation énoncés ci-avant.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES

La réponse à la consultation **se fait principalement par voie postale de préférence sous plis recommandé avec accusé de réception (procédure dérogatoire) à l'adresse :**

Mairie 5 place du 8 mai 1945 – 80890 CONDE-FOLIE

Date limite de réponse le 27 décembre 2024 à 17h00

Si le candidat envoie plusieurs offres différentes, seule la dernière sera analysée. La transmission des documents se fait par voie postale dont l'adresse se trouve au-dessus. Les candidats ont également la possibilité de déposer leur dossier auprès du secrétariat de mairie, dans ce cas les candidats devront déposer leur dossier en échange d'un récépissé.

Une copie de sauvegarde du dossier de consultation peut être demandée à l'adresse suivante

Commune de Condé-Folie
5 place du 8 mai 1945
80890 CONDE-FOLIE

Cette copie de sauvegarde sur support matériel (clef USB, CD, papier) doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes : le nom de la procédure et « **copie de sauvegarde** ».

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde peut être ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par la collectivité dans les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par la collectivité.
- Lorsque la candidature est reçue de façon incomplète, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 de l'arrêté suscité, elle est détruite.

La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue, l'attributaire provisoire du marché, est tenu de la signer.

Néanmoins, le candidat peut choisir de signer électroniquement (certificat électronique) son offre (acte d'engagement) dès le dépôt de sa candidature par voie dématérialisée. Dans ce cas, l'acte d'engagement devra être daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaire du marché.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

– Informations administratives et techniques

En application de l'article R2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux candidats 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant que les candidats en aient fait la demande au plus tard 8 jours avant cette date limite.

Les demandes de renseignements administratifs et techniques seront à déposer sur la boîte mail de la mairie : mairiecondefolie@wanadoo.fr. L'objet du courriel devra inclure la référence suivante : ABRISTADE-2025

– Règlement des différends

En cas de litige, le tribunal administratif compétent est le Tribunal administratif d'Amiens :

Nom officiel : Greffe du Tribunal administratif d'Amiens

Adresse postale : 14 rue Lemerchier - 80000 AMIENS

Courrier électronique (e-mail) : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Téléphone : 03.22.33.61.70

Télécopie : 03.22.33.61.71